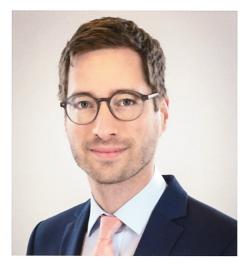


Fiscalité des PME Une matière en mouvement (s)

Le 12 février, les Suisses ont refusé la 3e réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). En coulisses, on s'active pour relancer le projet. Mais la matière fiscale évolue par petites touches et des changements impactent la fiscalité quotidienne des PME. Entretien avec le Professeur de droit fiscal, Thierry Obrist.



Thierry Obrist, avocat associé à l'étude LEAX Avocats et Professeur de droit fiscal à l'Université de Neuchâtel, également à ce titre co-directeur du Certificate of Advanced Studies (CAS) en fiscalité des PME.

Quelles sont les nouveautés dans le domaine fiscal qui touchent les PME?

Même si cela n'est pas lié directement aux PME, c'est surtout la question du blocage du second volet de la réforme cantonale de l'imposition des personnes physiques qui peut être mentionnée ici. Pour rappel, il était prévu une diminution du taux maximal d'imposition du revenu et une réduction de la valeur locative, mais ces allégements promis sont actuellement bloqués en raison de la situation économique du canton. A mentionner également l'échec du POP dans sa récolte de signatures contre la baisse du taux d'imposition des revenus, décidée en décembre 2016 au Grand Conseil. Le POP ne démord pas dans sa quête de recettes fiscales supplémentaires puisqu'il a lancé une initiative pour imposer davantage les fortunes supérieures à CHF 1'000'000. Cette initiative touche évidemment les entrepreneurs, habitués à la prise de risques, qui ont investi toute leur vie dans leur société et qui peuvent être millionnaires, sans pour autant disposer d'un million en cash.

Quels sont les changements en matière de TVA et d'impôts à la source pouvant impacter les entreprises?

En matière de TVA, différents changements en matière d'assujettissement, d'exceptions, de procédures et de protection des données sont prévus dans la révision partielle qui a été approuvée par les chambres fédérale le 30 septembre 2016 (entrée en vigueur probablement au 1er janvier 2018). En matière d'imposition à la source, une nouvelle loi fédérale vise à éviter que les sourciers soient discriminés en particulier en leur laissant la possibilité de faire valoir toutes les déductions ordinaires, indépendamment de leur revenu (actuellement: CHF 120'000). De nouvelles règles s'appliqueront aussi pour les frontaliers imposés à la source, notamment lorsqu'ils réalisent l'essentiel de leur revenu en Suisse (« quasi-résidents »). Ce dernier point n'aura cependant pas d'impact dans le Canton de Neuchâtel vu que les frontaliers ne sont pas imposés à la source mais uniquement en France et la France reverse une partie de l'impôt au canton (4.5 % de la masse salariale). Cela fait d'ailleurs plusieurs années que je milite pour revoir à la hausse la rétrocession versée par la France au canton. On parle ici de plusieurs millions annuels par pourcentage de rétrocession en plus.

A Neuchâtel, pour un entrepreneur neuchâtelois, sous l'angle fiscal est-il préférable de se verser des salaires ou des dividendes?

Lorsqu'un entrepreneur est actionnaire à plus de 10% de la société qui lui verse un dividende, cette distribution est imposée uniquement à 60% (ou 50% si les actions sont dans la fortune commerciale) car ce montant a déjà été soumis à l'impôt sur le bénéfice. En revanche, si un actionnaire reçoit un salaire, celui-ci est imposé entièrement et est soumis aux assurances sociales mais il est déductible au niveau de la société qui le verse. Selon des calculs que j'ai pu faire, il est généralement plus avantageux fiscalement de verser un dividende qu'un salaire. Cependant, l'autorité fiscale a recours à certaines règles de répartition entre la partie salaire et la partie dividende et il n'est pas possible par exemple de renoncer à un salaire si l'actionnaire travaille pour la société.

Le 12 février dernier, la RIE III a été refusée ? Quelles sont les incidences de ce refus pour les entreprises neuchâteloises?

Contrairement à la plupart des cantons romands, Neuchâtel n'avait pas communiqué sur sa stratégie de mise en place de la RIE III au niveau cantonal. Il n'est en conséquence pas possible de déterminer précisément ce que les entreprises neuchâteloises n'auront pas. En revanche, on peut constater que le taux de l'impôt sur le bénéfice dans le canton de

Neuchâtel (15,6%) est plus bas que la moyenne suisse (17,81%) et qu'en le réduisant encore d'un ou deux points, nous nous retrouverions dans le peloton de tête, ce qui accroitrait l'attractivité fiscale du canton.

Selon vous, que devrait contenir le prochain paquet RIE III bis, en particulier pour les PME, que l'on a dit peu concernées par le projet rejeté par le peuple?

Je suis très favorable aux incitations fiscales pour la recherche et le développement, en particulier celles qui s'appliquent au moment de l'investissement dans la recherche (ce que l'on appelait les « déductions multiples » dans le projet de RIE III). En outre, je verrais bien un projet prévoyant une déduction des montants que des privés investissent dans des entreprises innovantes sur le modèle de ce qui se fait au Jura. Nous travaillons sur la question depuis longtemps à l'Université de Neuchâtel.

Quelles raisons vous ont amené à organiser une journée sur la fiscalité des PME?

L'idée de réunir huit experts neuchâtelois, lausannois et genevois autour de la fiscalité des PME a motivé l'Université de Neuchâtel et la Haute école de gestion Arc à mettre sur pied un séminaire de qualité. Ce dernier est destiné d'abord aux comptables actifs dans les PME neuchâteloises. Je ne doute pas que les sujets abordés intéresseront également les experts-comptables et fiscaux, les avocats, les juristes, les notaires et les banquiers. Je profite également pour préciser que nous organiserons dès septembre 2017 un CAS (Certificate of Advanced Studies) en fiscalité des PME (www. unine.ch/fiscaPME).

Propos recueillis par

>Charles Constantin Membre de la Direction

Présentation du séminaire

Journée de la fiscalité des PME Mardi 9 mai 2017 de 8h50 à 16h45 HEG-Espace de l'Europe 21, Neuchâtel

1 Plus d'infos sur www.ig.he-arc.ch/fiscaPME ou www.unine.ch/fiscaPME